



COLLECTIONNEUR DEMANDE D'AGREMENT

(art. 6 §1^{er} de la loi du 08 juin 2006)
(art. 1^{er} § 1^{er} de l'Arrêté royal du 29 décembre 2006)

Service des armes

Identification du demandeur : (en caractères d'imprimerie)

Nom : Prénom : Nationalité :
Lieu et date de naissance : Numéro national :
Profession : N° de téléphone et/ ou de GSM :
Résidence (n°, rue, commune) Code postal :

Description des activités et thème choisi pour la collection :

La demande vise l'obtention d'un certificat d'agrément pour :

- un musée pour une collection d'armes à feu soumises à autorisation et leurs munitions (150 euros à payer lors de la demande)
- un musée pour une collection de munitions pour armes à feu soumises à autorisation (75 euros à payer lors de la demande)
- une collection d'armes à feu soumises à autorisation et leurs munitions (150 euros à payer lors de la demande)
- une collection de munitions pour armes à feu soumises à autorisation (75 euros à payer lors de la demande)

Les montants ci-dessus font l'objet, chaque année, d'une adaptation à l'indice des prix à la consommation.

En ce qui concerne la détermination du thème, plusieurs possibilités peuvent être envisagées :

- soit une période déterminée de l'histoire (p.e. : les armes utilisées dans un conflit précis ou pendant une période particulière) ;
- soit l'histoire technique de l'armement (p.e. : les armes produites par tel fabricant, les armes utilisant tel système de percussion) ;
- soit un thème géographique (p.e. : les armes produites dans tel pays ou utilisées par telle armée) ;
- soit une combinaison de plusieurs thèmes.

Compte tenu de ce qui précède le thème que je choisis pour ma collection est le suivant :

.....
.....
.....
.....
.....

Localisation des activités pour lesquelles l'agrément est demandé :

- indiquer l'adresse où les activités seront exercées ;
- préciser si d'autres activités, faisant ou devant faire l'objet d'un agrément, ont lieu ou devraient avoir lieu dans d'autres provinces.

.....
.....
.....

Documents à joindre :

- un extrait du casier judiciaire établi au plus tard trois mois avant l'envoi de la demande ;
- le relevé des armes en votre possession ainsi que les autorisations de détention que vous possédez pour ces armes ;
- tout autre document que vous estimez utile d'annexer à l'appui de votre requête.

A....., le

(Signature)

COMMENTAIRES A PROPOS DE L'AGREMENT DE COLLECTIONNEUR

Ce que vous devez savoir :

- 1°) Une collection d'armes à feu en vente libre, c'est-à-dire celles qui peuvent être acquises sans autorisation de détention, n'exige pas d'agrément.
- 2°) La loi ne vise uniquement que la collection d'armes à feu soumises à autorisation.
- 3°) Une collection d'armes à feu n'est pas une simple addition d'armes à feu. Elle doit être conçue et établie autour d'un thème justifiant et limitant l'extension de cette dernière. Quel que soit le thème que vous choisirez, le gouverneur peut, dans l'intérêt de la sécurité publique, le limiter s'il est trop vaste ou s'il estime qu'il ne se justifie pas. Il peut aussi limiter le nombre total d'armes collectionnées en fonction des conditions dans lesquelles elles seront entreposées.
- 4°) Il est permis de collectionner plusieurs armes fabriquées avant 1945 ayant les même modèle, calibre et dénomination.
- 5°) Il est interdit, dans le cadre d'une collection, d'acquérir plusieurs armes fabriquées après 1945 ayant les même modèle, calibre et dénomination. En d'autres termes, un collectionneur agréé ne peut détenir qu'un seul exemplaire d'une telle arme si elle est fabriquée après 1945. Une copie d'une arme ancienne, fabriquée de nos jours, est considérée comme ayant été fabriquée après 1945. En cas de doute sur la date de fabrication d'une arme, vous pouvez vous renseigner auprès d'un armurier, auprès du Banc d'Épreuves des Armes à feu à LIEGE (tél. : 04/227.14.55) ou auprès de tout autre spécialiste de votre choix.
- 6°) Des armes à feu automatiques en état original peuvent être détenues par les collectionneurs et musées agréés. Le perceur doit toutefois être enlevé de l'arme et conservé, en toute sécurité, en un autre endroit.
- 7°) Vous devez prouver, lors de l'introduction de votre requête, que vous détenez 5 armes à feu dûment autorisées ; armes que vous devez donc posséder avec une autorisation de détention. Si l'agrément vous est délivré, vous devrez obligatoirement inscrire ces armes dans un registre et renvoyer, au gouverneur, les autorisations de détention que vous possédez pour lesdites armes. C'est la raison pour laquelle, parmi ces armes, il ne peut y avoir, compte tenu des instructions en la matière, plusieurs exemplaires d'armes fabriquées après 1945 ayant les même modèle, calibre et dénomination.
- 8°) Les munitions ne pourront être collectionnées qu'à raison de dix cartouches par type d'arme sauf si le demandeur est également agréé pour la collection de munitions.
- 9°) Il est interdit de tirer avec les armes collectionnées sauf pour les besoins de leur entretien et de test.
- 10°) Il est interdit, sous le couvert de l'agrément de collectionneur, d'acquérir des armes pour ensuite les revendre. En d'autres termes, si vous souhaitez faire le commerce d'armes, vous devez impérativement être agréé en qualité d'armurier.
- 11°) Le certificat d'agrément est délivré pour une durée indéterminée. Une fois tous les cinq ans, le Gouverneur vérifie si le titulaire de l'agrément respecte la loi et satisfait encore aux conditions pour la délivrance de l'agrément.
- 12°) Dans le cas où une collection d'armes à feu soumises à autorisation comprend plus de 30 armes, les mesures de sécurité décrites à l'Arrêté royal du 24 avril 1997 tel que modifié doivent être mises en œuvre (le texte de cet Arrêté royal peut être obtenu auprès du Service des armes).
- 13°) Les redevances à payer sont fixées comme suit :
- s'ils concernent un agrément d'un musée ou d'une collection d'armes à feu soumises à autorisation et leurs munitions : un montant de deux fois 154,41 euros ;
 - s'ils concernent uniquement un musée ou d'une collection de munitions pour armes à feu soumises à autorisation : un montant de deux fois 77,21 euros.

Le premier montant sera à acquitter, après l'introduction de la demande, sur base d'une invitation à payer qui vous sera envoyée (si votre demande devait être refusée, cette somme ne vous serait pas restituée) ; l'autre montant, identique, le sera lors de la délivrance du certificat d'agrément.

A propos des musées : En « bleu », les réponses données par le Département de la Justice

Que faut-il entendre par musée ? Quelle définition doit-on donner à ce terme ?

En vertu de l'article 1^{er} du décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 un musée se définit comme étant une institution permanente, sans but lucratif, au service de la société et de son développement, ouverte aux publics et qui fait des recherches concernant les témoins matériels et immatériels de l'homme et de son environnement, les acquiert, les conserve, les préserve, les communique et notamment les expose à des fins d'études, d'éducation et de délectation.

Que faut-il comprendre par musée de droit public ?

Musée géré par une personne morale sans but lucratif de droit public, donc appartenant à l'Etat ou à un de ses organes. Une personne privée ne peut pas obtenir ce statut par définition.

Que faut-il comprendre par musée privé ?

Musée géré par une personne morale sans but lucratif de droit privé, ou par une personne privée.

Un musée agréé peut-il posséder dans ses collections toutes les armes ?

Seulement pour autant qu'elles font partie du thème de la collection, et à l'exclusion des armes prohibées aux collectionneurs.

Y a-t-il des armes qu'un musée de droit public ne peut exposer ?

Non, la loi du 8 juin 2006 ne s'applique pas aux musées de droit public (art 27 § 1^{er}).

Un musée de droit public peut-il exposer plusieurs armes fabriquées après 1945 ayant les même modèle, calibre et dénomination.

Oui.

Et pour les particuliers qui possèdent, selon leurs dires un musée privé, qu'en est-il ?

Ils doivent respecter la loi du 8 juin 2006 et tous ses arrêtés d'exécution. Ils ne peuvent donc pas exposer plusieurs armes fabriquées après 1945 ayant les même modèle, calibre et dénomination.